

La Gazette

des Comores

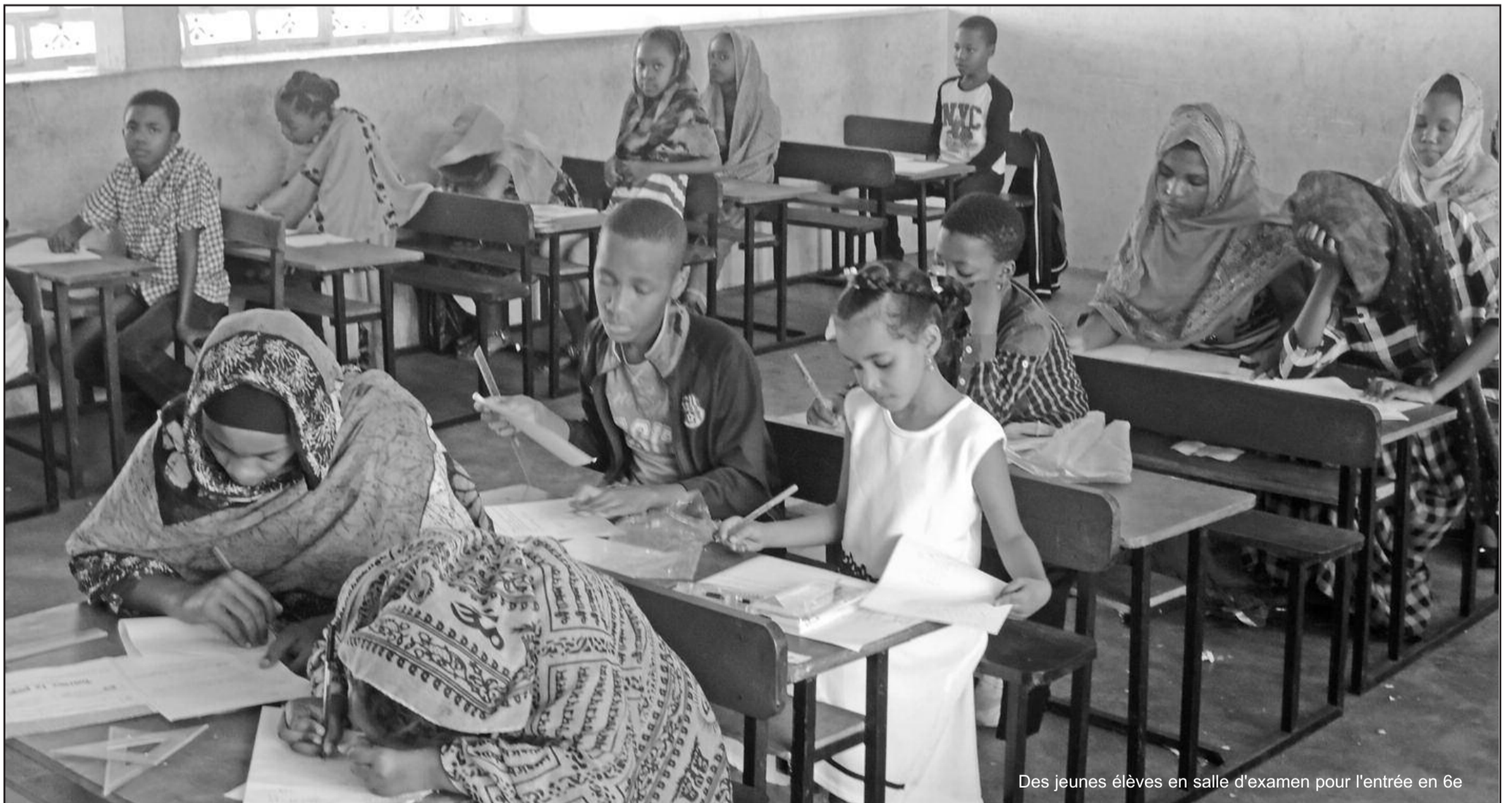
*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

18^{ème} année - N° 2966 - Jeudi 27 Juillet 2017 - Prix : 200 Fc

EXAMENS NATIONAUX

Ils sont 40 490 candidats pour la session 2017



Des jeunes élèves en salle d'examen pour l'entrée en 6e

TRANSPORT AÉRIEN

L'A320 d'Inter-îles cloué au sol

LIRE PAGE 3

**Prières aux heures officielles
Du 26 au 31 Juillet 2017**

Lever du soleil:
06h 28mn
Coucher du soleil:
18h 00mn

Fadjr : 05h 14mn
Dhouhr : 12h 17mn
Ansr : 15h 15mn
Maghrib: 18h 03mn
Incha: 19h 17mn



Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

CONSEIL DES MINISTRES

Lancement d'un programme de création d'emploi en août



Mohamed Daoudou porte parole du gouvernement

Lors du conseil des ministres d'hier mercredi, plusieurs points ont été à l'ordre du jour dont le lancement d'un programme rapide de création d'emplois dans des secteurs déjà identifiés.

Créer 3000 emplois au cours des 6 prochains mois, c'est l'ambition affichée par le gouvernement comorien qui a déjà identifié les secteurs. Il s'agit de la santé, l'éducation, la pêche, l'immobilier et le secteur financier. « C'est vrai, on a

licencié des gens des différentes entreprises publiques mais si vous regardez bien, au bout d'un an et trois mois, on a également intégré un nombre considérable de personnes dans ces mêmes sociétés. Les statistiques peuvent le confirmer », a déclaré Mohamed Daoud, porte-parole du gouvernement.

Le conseil des ministres s'est également penché sur la question de la santé. La toute nouvelle ministre, Fatma Rashid, a proposé de se pencher sur la question relative à la spécialisation des médecins

du pays.

Une proposition bien accueillie par le président de la République qui précise toutefois que les spécialisations doivent être conformes aux services du nouvel hôpital El-Maarouf de Moroni, en construction.

Concernant les assises nationales sur les 42 années d'indépendance des Comores, le chef de l'Etat appelle ses ministres à « s'impliquer davantage et faire de ces assises, une réussite ».

Mohamed Youssouf

CULTURE

Initier les jeunes à la fabrication de marionnettes

Le CCAC Mavuna abrite depuis quelques jours un atelier sur la fabrication de marionnettes. Méconnus dans la création théâtrale aux Comores, dix jeunes sont initiés à la fabrication de marionnettes, avec l'appui d'une marionnettiste française.

"J'ai vu que pas mal de gens étaient intéressés par la formation mais on ne pouvait pas tous les prendre vu que je suis toute seule. Seules dix personnes ont été acceptées. Avec ces dernières, je vois déjà leur envie d'apprendre », a dit Cathérine Kremer, comédienne et marionnettiste chargée, à travers le projet du Ccac-

Mavuna, d'initier ces jeunes à la fabrication de marionnettes.

Les bénéficiaires de cette formation viennent principalement du monde professionnel, dans le domaine artistique. « Cinq jours d'initiation, ce n'est pas suffisant. Mais avec ce peu, ils peuvent faire quelque chose dans leur vie professionnelle », a dit Cathérine Kremer.

C'est elle qui a fabriqué les marionnettes qui vont accompagner la première représentation de "Daba, l'enfant qui n'aime pas l'école", un spectacle prévue ce vendredi au CCAC- Mavuna.

MY



Cathérine Kremer comédienne chargée d'initier les jeunes à la fabrication de marionnettes

FÉDÉRATION DE FOOTBALL DES COMORES (FFC)

La Ffc face au nouveau ministre des sports

Dans le planning de Mahamoud Salim Hafî, le nouveau ministre de la Jeunesse, de la Culture et des Sports, scintille, entre autres, des face-à-face instructifs, constructifs et planifi-

cateurs avec le mouvement sportif national. La Ffca a inauguré le ballet. Elle a été reçue avant-hier. L'opportunité a permis au ministre de clarifier la politique innovatrice qu'il envisage instaurer pour le

développement du football.

Face aux membres du comité exécutif de la haute instance du football comorien, le mardi 25 juillet 2017, Hafî a déve-

loppé, en long et en large, la politique novatrice qu'il compte adopter dans la gestion des compétitions footballistiques. « Je vous ai appelé pour vous faire part de ma vision et mes intentions dans le football de notre pays. Je veux que nous mettions fin à ces championnats dans les îles et que nous ayons un championnat national. Cette formule pourra aussi relever le niveau de nos athlètes », a expliqué le patron du sport national.

Il enchaîne : « Nous devons faire en sorte que le football féminin prenne plus de dimension dans notre pays. Et je veux que dès à présent nous préparions nos athlètes à mieux s'imposer dans les compétitions régionales ou internationales. Je veux que dès à présent nous pensions à l'organisation par les Comores des Jeux des îles de l'Océan Indien après ceux de Maurice en 2019. Le Président de la République souhaite faire des Comores un pays émergent à l'horizon 2030, nous devons faire en sorte que les sports rentrent aussi dans

cette logique de l'émergence, d'abord en imposant la transparence avec des audits de chaque instance sportive, puis l'égalité des chances et surtout en soutenant d'une manière forte la détection et la formation de nos élites avec une vraie politique de pépinière de talents ».

La Ffc n'a pas apporté un œil négatif à la réforme suggérée par Hafî, ministre des Sport. Saïd Ali Saïd Attoumane, membre du comité exécutif de la Ffc, pense : « L'hypothèse d'un championnat national est salubre. Mais, l'étude de faisabilité effectuée, depuis environ 5 ans, nécessite une grande réflexion. Beaucoup de paramètres entrent en jeu, entre autres, les moyens des clubs, la disponibilité des joueurs étudiants, le transport, l'accompagnement des clubs concernés. Une assemblée générale est indispensable pour permettre aux clubs de s'exprimer, etc. ».

Bm Gondet

Photo famille Fédération et Ministère



EXAMENS NATIONAUX

Ils sont 40 490 candidats pour la session 2017

Les examens nationaux ont démarré samedi. Après les examens professionnels, c'était au tour, hier mercredi, des candidats au concours d'entrée en 6e de composer.

Les examens nationaux ont démarré depuis samedi. En tout, ils sont 40 490 candidats inscrits pour concourir aux examens à l'échelle nationale. 15

248 candidats ont débuté l'examen d'entrée en 6e dans l'ensemble de l'archipel depuis hier, mercredi. A la Grande Comore, on recense 5993 candidats, 7814 à Anjouan et 1141 à Mohéli.

Pour le baccalauréat, ils sont cette année au nombre de 12850 candidats, soit en légère baisse par rapport à l'année dernière. « Les examens facultatifs et dessins du bac débiteront le 28 juillet. Le bac

général se tiendra du 29 juillet au 1er août et le bac technique, du 29 juillet au 3 août », a déclaré Abdallah Djalim, le secrétaire général du ministère de l'éducation.

Les épreuves physiques de cette session 2016/2017 du baccalauréat auront lieu du 2 au 11 août et le 12 août pour la théorie. Selon le calendrier établi par le ministère, les épreuves du 2e groupe se tiendront du 19 au 22 août. Pour le Brevet

d'Etude du Premier Cycle (BEPC), ils seront 12392 à concourir du 5 au 7 août pour le BEPC général et du 5 au 9 août pour le BEPC technique et CAP technique. Pour les épreuves physiques du BEPC, c'est du 8 au 10 août et les épreuves du 2e groupe du 18 au 20 août.

« Des sanctions sévères seront appliquées à toute personne qui sera coupable de tentative de triche, que ce soit des élèves, des surveillants

ou le personnel », a prévenu le secrétaire général du ministère de l'éducation nationale qui précise que « beaucoup de précautions ont été prises pour que les examens se déroulent dans de bonnes conditions ». La rentrée scolaire 2017/2018 est fixée, elle, au 25 septembre prochain.

Mohamed Youssouf

EDUCATION

Début des épreuves de l'examen de fin de cycle primaire

Hier mercredi 26 juillet ont débuté les épreuves des examens de fin de cycle primaire, soit l'entrée en 6ème et le CEPE, session 2017.

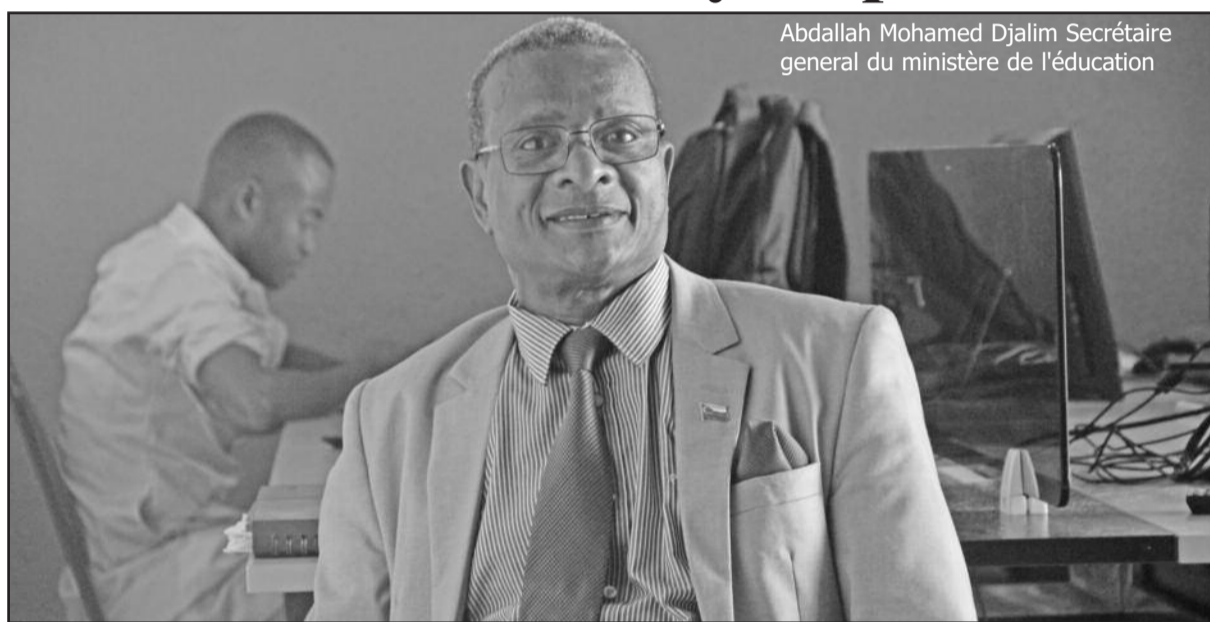
Ils sont 15 248 inscrits sur la liste, au niveau national, pour l'examen d'entrée en 6ème cette année. Ces élèves de CM2, qui préparent leur entrée au collège, ont commencé hier par le français avec la fameuse épreuve de dictée avant la mathématique et l'étude du milieu (histoire, géographique et éducation civique et religieuse).

« Dans l'ensemble du territoire, aucun incident n'a été constaté », a dit Abdallah Djalim, le secrétaire

général du ministère de l'éducation nationale. Au centre Application de Moroni, qui compte plus de 339 inscrits, seuls 11 candidats ne se sont pas présentés.

Avec ses 13 salles et ses 26 surveillants, le centre Application n'a pas connu d'incidents majeurs. « J'espère que j'ai bien travaillé. J'ai en tout cas fait ce qu'on nous a recommandé de faire », a déclaré Djanawadi Mhadjou, candidate, à la sortie de la salle d'examen. Agé de 11 ans, il a dit avoir hâte de connaître les résultats.

Ibnou M. Abdou



Abdallah Mohamed Djalim Secrétaire général du ministère de l'éducation

TRANSPORT AÉRIEN

L'A320 d'Inter-îles cloué au sol

Les déboires continuent pour la compagnie aérienne Inter-île. Après qu'elle s'est vue imposée une nouvelle route aérienne jugée coûteuse, elle annonce dans un communiqué publié le mardi 25 juillet, l'arrêt de l'exploitation de son A320.

Les difficultés s'enchaînent pour la compagnie aérienne Inter-îles. 48h après la tribune publiée par son directeur général, qui y déplorait la nouvelle route

aérienne imposée aux pilotes par l'Aviation civile, la direction a publié un communiqué annonçant l'arrêt de son A320 qui assurait la connexion régionale et internationale. Dans ce communiqué, signé par le secrétaire général de cette compagnie de droit comorien, il est dit que « les liaisons avec Antananarivo, Mahajanga, Dar Es Salam et Dubaï sont suspendues jusqu'à une date ultérieure ».

La compagnie ne tardera pas à imputer la responsabilité à l'Anacm

qui « a mis tout en œuvre pour clouer » cette société au sol. Si la situation en est arrivée là, c'est « le résultat des difficultés énormes rencontrées depuis décembre 2016, date de démarrage de l'exploitation de cet appareil moyen courrier ». Inter îles Air dénonce une « attitude de ceux qui ont instrumentalisé l'Anacm au profit d'objectifs inavoués qui ont fini par faire plier Inter îles sur son ambition d'améliorer les connexions avec la région et le monde et participer ainsi à la poli-

tique de l'émergence choisie par le pays et régulièrement réaffirmée par le président de la République ».

La compagnie ne s'avoue toutefois pas vaincue et assure « ne pas renoncer » à ses ambitions de déployer ses ailes vers la région et l'international. Pour l'instant, elle se concentre « dans le transport domestique », proposant même un nouvel appareil « qui sera opérationnel dans quelques jours et permettra de disposer d'une offre de 36 places ».

A l'aviation civile, on préfère parler de conformité des textes régissant le secteur du transport aérien. « L'airbus A320 est immatriculé en Afrique du sud selon l'article 105 du code de l'aviation civile, il ne peut pas continuer l'exploitation au delà de six mois, d'ailleurs on lui avait rajouté un mois pour que la compagnie puisse se conformer », a dit Ezidine Youssouf, inspecteur air de l'Anacm.

Le débat fait rage dans les réseaux sociaux. Certains n'y vont pas par quatre chemins pour accuser l'Anacm de vouloir la mort des compagnies nationales surtout après l'épisode d'AB Aviation, clouée au sol voilà plusieurs mois pour presque les mêmes raisons.

Maoulida Mbaé

La Gazette des Comores
B.P. 2216 - Tél. 76 26 20
Email: la_gazette@comorestelecom.km

Fondateur

Directeur général
Said Omar Allaoui

Directeur de la publication et

Rédacteur en chef
Rédaction

El-Had Said Omar

A. Mmagaza

Maoulida Mbaé

Mohamed Youssouf

M.I.M Abdou

Toufé Maecha

Chronique Sportive

B.M. Gondet

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Secrétaire de rédaction

Sanaa Chouzour

Responsable commercial

Mariama Mhoma

Documentation archiviste

Rahamatouallah Youssouf

Photographe

HZK-Press SARL

Mohamed Said Hassane

Impression

Graphica Imprimerie



LIBRE OPINION

Lettre ouverte au président de la République

Il y a un an vous êtes investi pour une nouvelle odyssee de cinq ans à la tête de l'Etat, après dix ans de réflexion. Mais il faut l'avouer : votre première mandature est l'une des pages les plus marquantes de l'histoire politique de ce pays. Pour éviter un bain de sang, vous vous êtes accaparé du pouvoir en faisant un coup d'Etat et non coup contre l'Etat, comme vous l'avez écrit dans votre ouvrage. Vous vous êtes placé en sauveur de l'unité nationale.

Après sept ans de pouvoir, pour mettre fin à la crise séparatiste, vous avez mis au monde un enfant dont la gestation fut plus que hésitante : la Tournante. Les négociations ont accouché de la Constitution la plus controversée de l'histoire de ce pays. Car même ses principaux artisans ont du mal à l'appliquer. Un de vos anciens ministres a reconnu les failles d'une Constitution palliative destinée à ajourner les crises plutôt qu'à les résoudre. Mais notre sujet n'est pas de dire les imperfections d'une Constitution qui a montré ses limites et dont les artisans n'ont pas pu envisager les conséquences sur l'avenir du pays.

Nous sommes d'avis qu'être à la tête d'un pays ne signifie pas tout savoir, tout comprendre. Cela ne fait l'ombre d'aucun doute que le pouvoir obnubile. Vous avez fait un pari : celui de faire des Comores un pays émergent. Même si vous avez déclaré qu'il n'y a pas de conditions à l'émergence dans votre discours du 6 juillet, mais l'émergence a bel et bien des conditions.

D'abord l'émergence est un processus inclusif. Elle implique les différents acteurs du pays (éducateurs, économistes, politiciens, agriculteurs, commerçants, etc.). Les gouvernants seuls ne peuvent pas faire de notre pays un pays émergent. Pourtant à entendre les propos des gouverneurs on dirait que vous voulez faire cavalier seul. Si tel est le cas votre pari serait perdu d'avance.

Il y a deux mois, si ma mémoire est bonne, dans le cadre d'un voyage du comité de pilotage du PRCI je me suis trouvé à Mohéli. Le gouverneur nous a reçus dans sa résidence privée. Au menu des discussions la relation entre son exécutif et le gouvernement central. Il nous a tenu ces propos avec amertume : « omdjidjengo utolwa ye marumbo » cette métaphore montre bien l'état de la relation entre les îles autonomes et l'Union. Son ancien commissaire aux Finances a été un peu plus clair quand il a déclaré je le cite : « on transfère les compétences sans transférer l'argent des compétences » Tout est là. Voilà des propos qui nous renvoient à quelques années en arrière. Mais n'ouvrons pas la boîte de Pandore.

A l'occasion de l'Aïd el fitr, le gouverneur Hassani Hamadi s'adresse aux Wangazidja pour présenter son bilan et ses vœux. Au sujet des relations entre son Exécutif et l'Union, il a dit ces mots d'une extrême gravité : « wo wakomori wa voti ma dhwamana maguguru » avant d'ajouter que chaque fois que la Tournante revient aux wangazidja les choses se compliquent. Il est vrai que durant les dix dernières années les Exécutifs Anjouanais et Mohélien n'ont pas crié à l'étouffement. Oui, il faut le reconnaître, Ngazidja souffre depuis années du système de la Tournante.

Le gouverneur Dr Salami Abdou Salami à qui on a posé la question sur les relations entre son Exécutif et le gouvernement central, à l'occasion de l'Aïd, il répond : « Celui qui a posé la question comprend mieux la réponse que celui à qui la question est posée. Personne dans cette île n'ignore ce qu'il en est ». Les propos du Gouverneur Salami traduisent encore une fois

le malaise qui s'installe entre le Gouvernorat d'Anjouan et l'Union. Les propos des trois gouverneurs convergent et en disent long sur la situation dans laquelle se trouve notre pays, malgré ce qu'on veut nous faire croire. Il y a bien une crise ou des crises d'entente entre les quatre exécutifs qui ont en charge la destinée du pays. Cette crise, il faut le souligner met notre démocratie en péril. Oui, le gouvernement central fait cavalier seul en prétendant qu'il est le seul à avoir une obligation de résultats. Ce qui n'est pas vrai car tous les exécutifs bénéficient d'une légitimité populaire.

En asphyxiant les Exécutifs insulaires vous les excluez du processus de l'émergence. En les excluant vous foulez aux pieds la légitimité populaire des îles autonomes. La confiance que les Anjouanais vous ont accordée, ils l'ont accordé au gouverneur Salami. La confiance que les Mohéliens vous ont accordée, ils l'ont accordée au gouverneur Fazul. Les wangazidja vous ont fait la même confiance que celle qu'ils ont faite au gouverneur Hassani Hamadi. Le peuple comorien vous enjoint de travailler ensemble en mettant en avant l'intérêt suprême du pays. Gouverner c'est rassembler. Qui n'est pas utile dans le processus de l'émergence ?

Les propos des gouverneurs montrent bien que le spectre des conflits de compétences refait surface (durant les 5 dernières années il y avait un calme relatif). Je vous rappelle que les conflits de compétences contiennent en germe le séparatisme au moment où vous mettez en garde contre l'instrumentalisation des prochaines assises pour réveiller le démon. Il est temps, monsieur le Président, de vous poser des questions sur la façon dont votre entourage gère les affaires publiques. Car, comme a dit la chancelière allemande : « si vous ne vous posez pas des questions, on va vous remettre en question ».

Nous nous félicitons que le problème de l'énergie soit résolu, mais il ne doit pas être un trompe-l'œil. Car les vrais problèmes sont là. J'ai suivi avec attention votre discours à l'occasion du 42eme anniversaire de notre indépendance. Rien de concret sur l'Education nationale. Vous vous êtes limité à des déclarations d'intention. Ceux qui ont fait de leur nation un pays émergent ont mis l'éducation au centre de l'émergence. Des milliers d'élèves ont été contraints de désertir les classes au milieu de l'année scolaire car des enseignants engagés par nécessité, comme contractuels, n'ont pas été payés.

La lettre ouverte (publiée dans Al-Watwan du 19 avril

2017) que j'ai adressée au ministre des Finances est restée sans effet. Pourtant la pertinence de son contenu a fait l'unanimité. Votre gouvernement a investi 6 milliards pour alimenter le pays en énergie. C'est une bonne chose. Mais il rechigne à verser quelques millions pour sauver des milliers d'enfants de l'ignorance et des milliers de familles de la précarité.

La vraie lumière est la lumière de l'éducation car elle ne s'éteint pas. Quand Abdoulaye Wade, ancien président du Sénégal a voulu contribuer à l'émergence de son pays, il a alloué 40% du budget national à l'éducation. Oui, il n'y a pas d'émergence sans éducation. Dans une interview que le secrétaire général du gouvernement a accordée à Al-Watwan, il a défini les priorités du gouvernement en ces termes : « la première année est celle de l'énergie, la deuxième celle des routes ». Nous osons espérer que la troisième sera celle de l'Education nationale. Il ne faut pas que l'Education nationale soit le parent pauvre de l'émergence.

Dois-je vous rappeler la place de la Santé dans un pays ? Il est bon de voter des lois sur la couverture sanitaire, mais faudrait-il se rassurer que les centres de santé ne sont pas des déserts. Plusieurs hôpitaux sont sans personnel et des patients sont évacués chez nos voisins pour une simple fièvre. Oui, l'émergence nous voulons y croire. Mais que des politiques claires soient définies dans les différents domaines et consignées.

Enfin, nous vous invitons à travailler avec ceux qui ont eu la confiance de la nation et ceux qui ont votre propre confiance afin de trouver une solution au chômage. Car émergence ne rime pas avec chômage. Les difficultés que connaît le pays sont liées au chômage. L'épidémie du chômage fait des ravages dans notre pays et la chasse aux matricules constitue le seul rempart. Oui, il faut qu'une politique contre le chômage soit clairement définie, car, comme l'a bien dit le ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb : « One ne résoudra pas les problèmes d'une société qu'en travaillant sur l'Emploi »

Oui, « l'émergence n'est pas un mirage », vous l'avez si bien dit, mais à condition de ne pas faire comme l'autruche c'est-à-dire mettre la tête dans le sable, car cela n'a jamais préparé quelqu'un à affronter l'avenir.

Abdoufatah Ali I, SG du Commissariat aux Finances de Ngazidja

Mutsamudu, le 25 juillet 2017



Vols réguliers, Vols sanitaires, Vols d'affaires, Fret aérien

COMMUNIQUE DE PRESSE

INTER ILES AIR a le regret d'informer son aimable clientèle qu'à compter du jeudi 27 juillet 2017, elle arrête ses vols avec l'Air BUS A320 : les liaisons avec Antananarivo, Mahajanga, Dar Es Salm et Dubaï sont suspendues jusqu'à une date ultérieure.

Cette situation est le résultat des obstacles et difficultés énormes rencontrés depuis le mois de décembre 2016, date de démarrage de l'exploitation de cet appareil moyen courrier et d'entrée de la société sur les lignes régionales et internationales. Nous avons dès le départ, tenu régulièrement informé l'opinion sur l'attitude hostile de l'Agence Nationale de l'Aviation Civile (ANACM), autorité nationale de régulation du transport aérien qui a mis tout en œuvre pour clouer notre société au sol.

Les conséquences de l'attitude de ceux qui ont instrumentalisé l'ANACM au profit d'objectifs inavoués ont fini par faire plier Inter Iles sur son ambition d'améliorer les connexions avec la région et le monde et participer ainsi à la politique d'émergence choisi par le pays et régulièrement réaffirmé par le Président de la République et dont un des piliers est « une meilleure insertion dans la région et dans le monde ».

Inter Iles prend date et assure son aimable clientèle de ne pas renoncer. Elle se concentre pour l'instant dans le transport domestique Inter Iles avec ses propres appareils qui vont être renforcé par l'arrivée d'un nouveau CARAVAN qui sera opérationnel dans quelques jours et permettra de disposer d'une offre de 36 places.

Inter Iles s'excuse profondément de toute les gênes causées à notre clientèle et espère sa compréhension pour ces difficultés indépendantes de sa volonté. Toutes les dispositions sont prises dans nos agences pour mettre immédiatement en place, des procédures rapides de remboursement des clients qui ont déjà entre les mains des billets de l'AirBus ou qui ont déjà commencé leur voyage avec l'Airbus.

Pour toute information, merci de rentrer en contact avec nos représentations à :

Moroni, Mutsamudu, Fomboni, Dzaoudzi. Les coordonnées figurent sur les titres de transport qui leur ont été fournis.

LE SECRETAIRE GENERAL

AHMED KOUDRA Abdérémane

Nos points de vente

Nassib Itsandra	Au paradis du livre
Nassib volovolo	Mag Mrket
Nassib Bacha	Station Filling
Nassib Kalfane	Librairie A la Page
Gare du nord	Nouveauté
Chez Kamardine Matelec	Bus Place de France
Wadaane coulé	Karthala chez Tati
Hadoudja chez Soroda	Magasin Mzé Cheik Gobadjou
Hadoudja chez Nadi	Café de la Médiine Badjanani
Pâtisserie Pain Soleil Magoudjou	Said Bacar Djomani